



N° 338 – novembre 2005

foi et développement

CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE

Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66

e-mail: publications@lebrete-irfed.org

Migrations africaines et mondialisation

LES DAMNÉS DE LA TERRE À L'ASSAUT DE LA FORTERESSE EUROPÉENNE

par Hassan Zaoual*

L'Europe n'a pas le sens de la pudeur ! Elle parle tranquillement des « flots de clandestins », d'immigration « menaçante » voire d'« invasion imminente ». Tout cela à cause d'« eux ». Eux : les dizaines de milliers de clandestins agglutinés dans des embarcations de fortune pour tenter d'échouer sur les plages d'Espagne ou d'Italie du Sud.

« *Les arrivées ont lieu par vagues* », relève un membre de la Garde civile, sans se rendre compte de l'humour noir de la comparaison. De nuit, les vagues de la mer sont si belles, juste assez intrigantes pour nourrir les rêveries romantiques. Les « vagues » de « *kamikazes sociaux* », comme les nomme Hassan Zaoual, n'ont qu'un rêve : toucher la terre de l'eldorado européen. Le rêve se brise sur les patrouilles de surveillance.

Les immigrés du désespoir connaissent d'ailleurs le sort qui les attend. S'ils parviennent à bon port, ce sera au pire le renvoi... et on tentera la chance une seconde fois, peut-être plus.

Cette seule évocation donne une idée du drame qui se joue aux portes de l'espace européen. Et les poussées migratoires ne viennent pas seulement du Sud. À l'est de l'Europe, le flux se renforce. Le mal-développement est en pleine expansion !

Hassan Zaoual tente de lire l'événement entre les lignes des récits quasi quotidiens de drames et de naufrages. Ira-t-on vers de nouvelles règles de l'immigration ? L'auteur rappelle qu'en l'an 2000, les 189 pays membres de l'ONU se donnaient pour objectif de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. Le premier tiers-temps s'achève avec un résultat voisin de zéro.

Est-ce la politique qui trompe le monde ou le monde des hommes qui déroute la politique ? Notre civilisation est-elle à bout de souffle ? L'analyse d'Hassan Zaoual nous permet au moins de voir le futur au-delà des préjugés.

Albert Longchamp

* Hassan Zaoual est Maître de conférence, habilité à diriger des recherches en économie, Directeur du GREL/RII, Groupe de Recherche sur les Economies Locales - Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation, Université du Littoral Côte d'Opale, email : zaoual@univ-littoral.fr Son dernier ouvrage : *Socio-économie de la proximité - Du global au local*, éditions l'Harmattan, 2005.

Les symptômes de la décomposition de la globalisation prolifèrent : dérèglements climatiques, réchauffement de la planète, panne de la croissance dans les vieux pays industriels, persistance d'un chômage intolérable, misère matérielle et morale, destruction du lien social, etc. Tous les indicateurs d'une crise de la civilisation économique sont là. La France en fait la triste expérience avec la dissidence des banlieues marginalisées. Le marché a gagné la partie sans pourtant l'emporter. C'est l'évidence même. Pourtant, les gouvernements du Nord et du Sud continuent de penser et d'agir comme si de rien n'était. Il est de la nature des

paradigmes obsolètes et de leurs institutions de résister au changement. Ils sont toujours en retard sur les événements. La problématique migratoire d'aujourd'hui en est une parfaite illustration.

Les récents événements de la poussée migratoire à partir du territoire du Maroc semblent avoir surpris l'opinion publique et les autorités européennes. Pourtant, les signes avant-coureurs du drame des réfugiés économiques originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis bien longtemps le Maroc, de par sa situation géographique, est devenu une des plaques tournantes des flux

migratoires en Méditerranée au même titre que la Tunisie, la Libye et la Turquie.

L'immigrant clandestin : un kamikaze social

Les pays de l'est européen s'y sont mis aussi. La forteresse européenne semble encerclée par le Sud et l'Est. Ces flux se sont même intensifiés avec les quelques ouvertures faites par l'Espagne et l'Italie, pays d'émigration devenus récemment pays d'immigration. Leurs besoins en main-d'œuvre se sont accrus particulièrement dans le secteur de l'agriculture et des services. Malgré la

légalisation de centaines de milliers de travailleurs clandestins dans ces pays du flanc sud de l'Europe, les flux migratoires sont intarissables.

Les passeurs comme les populations que le *mal développement* déracine de leurs pays d'origine imaginent mille et une manières d'arriver dans les pays globalement riches. Tout un *know how* (savoir-faire) a été mis en place par les trafiquants de main-d'œuvre (relais, réseaux, protections diverses, fabrication de barques pour les traversées de nuit vers les côtes européennes, y compris vers les Iles Canaries à partir du sud du Maroc). Comme le Mexique vers le continent nord américain¹, le Maroc est devenu une des voies de passage les plus importantes des flux migratoires vers l'Eldorado européen². Dans ces conditions et en l'absence d'une véritable politique Nord-Sud de concertation en direction de toute l'Afrique, le Maroc, à lui seul, ne peut aucunement devenir le gendarme de l'Europe³.

Pendant longtemps, le Maroc a supporté les externalités négatives de ces flux : concentration des populations migrantes d'Afrique subsaharienne dans certaines villes comme celles du nord, présence durable de personnes errantes dans les forêts limitrophes, installation quasi définitive de nombreuses familles dans des quartiers populaires où elles s'adonnent, en attendant le « *grand soir du saut* », à la mendicité et parfois à des microactivités informelles comme la cordonnerie, le gardiennage... Comme en Europe, certains vendeurs de sommeil exploitent allégrement ces communautés. De plus, un autre pays voisin comme l'Algérie, en raison de son ambition sur le Sahara occidental via le Polisario qu'elle soutient, facilite grandement, selon les autorités marocaines, le passage de son territoire. Ces événements s'inscrivent donc dans un contexte régional sous tension. C'est la goutte qui fait déborder le vase !

La pression de la situation économique et sociale dans les pays d'Afrique est telle que les stratégies migratoires sont même devenues des projets collectifs dans lesquels s'impliquent parents et voisins en attendant le « retour d'ascenseur » de la part du *karnikaze social*. C'est un investissement communautaire. De par cette économie relationnelle (ou à tiroirs), « l'envoyé » du site vers le « *Dieu-marché* » a des comptes à rendre à la communauté par la suite. L'économie du don et du contre don, l'intérêt des passeurs et des entreprises en Europe qui emploient de la main-d'œuvre clandestine (bâtiment, restauration, agriculture, etc.) ainsi que

celui de certains immigrés déjà établis s'y mélangent de façon inextricable.

Les sites du Sud planifient froidement⁴ leurs stratégies migratoires et prennent pour cibles ceux du Nord, habitués à faire de même en sens inverse en matière de développement et de mondialisation. Personne n'est plus maître de la situation. C'est une guerre qui ne dit pas son nom. Avec le rêve européen, rien ne semble arrêter les candidats au départ. C'est de l'ordre de l'imaginaire. L'illusion que la solution est ailleurs fait partie du réel !

La pression de la situation économique et sociale en Afrique est telle que les stratégies migratoires sont même devenues des projets collectifs.

Il faut le dire, les réseaux organisant des mariages blancs ou même « vrais », suite à une manipulation des personnes déjà établies en Europe sont aussi une pratique courante. Seuls les études ou le mariage sont encore une solution légale pour s'installer temporairement ou définitivement dans certains pays comme la France ou la Hollande. Ainsi, que de mariages ont été faits – et défaits par la

suite – dont sont aussi victimes certaines personnes légalement établies en Europe ! Tout le monde est dans l'incertitude. Dans ce contexte, les incompréhensions et les conflits intercommunautaires sur la base de prétextes comme la religion s'intensifient même dans les pays d'Europe du Nord comme la Hollande ou le Danemark pourtant réputés pour leur démocratie et leur tolérance. Tout cela est symptomatique d'une destruction de la capacité du dialogue et de la non-résolution des causes majeures des inégalités Nord-Sud.

Une destruction des territoires de vie

Les flux migratoires résultent d'une destruction massive des territoires de vie des gens de la base. Le « *développement parachuté* » et sa suite, la mondialisation, détruisent leurs économies de subsistance sans leur procurer une alternative viable, ni dans leurs propres pays ni dans les pays susceptibles de les accueillir. Les liens entre migration, développement et mondialisation sont évidents dans la mesure où les échecs des thérapies économiques engendrent des excédents de main-d'œuvre ne trouvant pas preneur et un désarroi social.

Si, dans les années 60 et 70, la fonction publique dans les pays africains recrutait sur une grande échelle, ce n'est plus le cas aujourd'hui. De plus, le chômage urbain ne touche plus uniquement les non diplômés mais aussi

ceux qui ont suivi un cursus scolaire et même universitaire. Le Maroc, dont l'économie est plus diversifiée que celle de nombreux pays d'Afrique, éprouve lui-même de grandes difficultés à employer ses diplômés, même dans des secteurs pourtant vitaux pour la nation comme l'éducation et la santé. Les manifestations récurrentes des chômeurs diplômés sont régulièrement réprimées par le gouvernement acquis comme tous les autres aux thèses du FMI et de la Banque mondiale.

En raison de l'inadaptation des formations au besoin du marché de l'emploi, les problèmes de l'employabilité sont aigus dans les pays d'Afrique, du Nord au Sud. Avec l'ajustement structurel, les systèmes éducatifs publics se sont même dégradés un peu partout, laissant la voie libre au secteur privé, inaccessible aux familles les plus pauvres. Si les experts de la Banque mondiale et des autres institutions internationales reconnaissent le rôle de la santé et du capital humain dans le développement d'un pays, il n'en demeure pas moins que ce type de dépenses publiques est, toute proportion gardée, négligé. Depuis la décennie des ajustements structurels en 1980, l'école est devenue une école de classes. La frontière sociale en la matière est devenue très nette.

Dans les pays du Sud, il y a incontestablement un « *sous développement de l'économie fondée sur la connaissance* ». Les universités publiques peuvent même être comparées à des « *cimetières scientifiques* ». Ce paradoxe, à l'époque de la société du savoir, accentue les flux migratoires puisque les économies formelles du continent africain sont peu ou pas innovantes. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'économies de rente tournant au profit des élites stériles, incapables d'imaginer des projets de société capitalisant les erreurs de leur passé et celles des sociétés européennes en prise avec une civilisation économique en crise. Ainsi, les débouchés en emplois formels sont rares et exigent des formations plus pointues notamment dans le secteur privé lorsqu'il recrute. Malgré les réformes économiques menées, il ne semble pas prendre le relais du secteur public en voie de démantèlement, d'où l'impasse des PAS (programmes d'ajustement structurel).

La hiérarchie Nord-Sud des salaires est aussi un moteur d'accélération dans les processus migratoires. Nominale-ment (en valeur absolue), les salaires formels minimum entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée, sans parler de l'Afrique subsaharienne, présentent un écart supérieur à cinq. Dans ces conditions, la tentation migratoire devient indiscutable même si la récente accélé-

ration de l'inflation dans toute l'Europe et les contraintes du mode de vie annulent au plan réel une partie de ce même écart. L'illusion monétaire est toujours là pour voiler les véritables contreparties que le système demande aux travailleurs européens lorsqu'ils ont la chance d'avoir un emploi. Tout ceci résulte d'un manque d'informations pertinentes et de visibilité sur la véritable crise que traversent les sociétés industrielles.

Il faut savoir que le Nord est arrogant. Il montre à longueur de journée, au travers des flux d'images et d'informations tronquées, sa *maîtrise du monde*, sa *puissance*, son *bonheur*. Les émissions d'inculture tablant sur le marketing et la manipulation enrichissent les producteurs et transmettent une culture du moindre effort à toute la société. Et c'est celle-ci qui en fait les frais en délinquance, en insécurité, en incivilité...

Pour beaucoup de candidats à l'émigration, au-delà des Pyrénées c'est le Loft ou Star Academy ! Les médias valorisent peu les émissions éducatives et les reportages sur la face cachée de l'Occident en apparence opulente mais pas pour tous. Il est urgent de mettre en place une communication citoyenne Nord-Sud mettant en évidence les misères du monde de part et d'autre.

Le rôle des économies informelles

Il est incontestable que les économies informelles au Maghreb et en Afrique subsaharienne jouent un rôle de régulation économique et sociale (emplois, revenus, microactivités informelles, etc.) face aux contre-performances des économies officielles. Elles ont même accédé, aujourd'hui, à une certaine maîtrise des nouvelles technologies d'information et de communication comme la téléphonie et la télévision numérique. A titre d'exemple, les entrepreneurs informels arrivent, par des « *manipulations géniales* », à capter gratuitement des centaines de chaînes payantes en Occident⁵.

De véritables « *parcs technologiques clandestins* » fleurissent dans les entrailles des médinas et des quartiers populaires du Maghreb. Cette vitalité est à opposer à l'inertie des économies officielles. Les pouvoirs publics, les universités et les centres de recherche purement formels, malgré leurs moyens, comparés à ceux de l'économie informelle, n'arrivent pas à créer des « *territoires intelligents* ». Lorsque les chaînes changent de code, la recherche par Internet bat son plein pour retrouver le nouveau. Ces services sont à des prix modiques (5 euros en cas de changement de code).

Cette « *parabolisation* » touche même les bidonvilles les plus reculés. Ici, ces « *économies dissidentes* » mettent à la disposition des riches et des pauvres des « *bouquets de chaînes* » touchant tous les domaines y compris la pornographie. En l'absence d'un esprit critique forgé par l'école, ces flux d'images génèrent des frustrations et des mirages sur les pays froids du Nord.

Tout contribue à la débandade des sociétés locales et à la destruction de leurs éthiques. Les jeunes des villes africaines, même non diplômés, refusent les travaux difficiles et peu rémunérés, notamment dans le secteur du bâtiment, seule activité dynamique. Dans certaines situations, même l'agriculture manque de bras. Ces emplois sont généralement occupés par les immigrés intérieurs, ceux qui viennent des régions et des pays les plus déshérités. Comme indiqué, les images venues du Nord induisent une anomie⁶, une perte de sens, qui libère la migration et tarit ces pays de leurs forces vives.

La « chamelle à lait »

Ce constat est d'autant plus vrai que les gouvernements du Sud, eux aussi, tablent énormément sur les transferts de revenus des immigrés. L'économie marocaine, par exemple, en est un modèle puisque les recettes émanant de ces transferts communautaires sont le poste le plus important dans sa balance des paiements. Le travailleur immigré est devenu « *la chamelle à lait* » pour la communauté laissée au pays et pour les gouvernements. Il faut bien des devises pour financer les importations de biens et de produits de luxe que permet la concentration des richesses entre les mains des minorités régnautes.

En somme, pour les élites établies confortablement dans leurs pays, la devise c'est la devise ! Cette nécessité est vitale pour les économies officielles de l'Afrique tout entière dont les ressources sont essentiellement tirées des rentes de main-d'œuvre et de ressources naturelles. En substance, les gouvernements du Sud ne peuvent qu'être favorables à l'exportation de main-d'œuvre même s'ils font semblant de collaborer dans les enceintes internationales. C'est une régulation par l'extérieur de l'entropie⁷ économique et sociale régnant à l'intérieur. L'opportunité migratoire éloigne, pour un temps, l'éventualité d'une implosion.

Lorsque ces issues migratoires se ferment et que la démographie augmente, combinée avec une chute des rentes sur les marchés mondiaux des

matières premières, les risques de déstabilisation se précisent. Comme l'attestent les troubles en Côte d'Ivoire, l'état du marché du cacao est à la racine du chaos ivoirien. En raison des contre-performances des économies officielles de l'ensemble du continent, ce constat est généralisé à toute l'Afrique. Dans ces conditions, les mouvements ethniques et religieux radicaux prolifèrent et, à leur suite, une accélération des flux migratoires.

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, de telles situations ont déjà conduit à des génocides et à des guerres civiles à n'en plus finir. Ces mêmes faits accentuent, à leur tour, des déplacements de populations sur des échelles nationales, régionales et intercontinentales. Ces populations sont prises dans ces tourbillons de l'histoire. Elles ne savent plus où aller. Seules les lumières de l'Occident, en réalité déjà éteintes étant donné l'incapacité des grands pays industrialisés à résoudre, eux aussi, leurs propres problèmes d'économie, de société et d'écologie, continuent de les attirer.

Il y a incontestablement un « effet boomerang » entre le Nord et le Sud. Le premier veut continuer à manger des agrumes, à boire du café à bon marché et à zapper sur ses outils technologiques – ordinateurs et autres – sans être dérangé par l'autre ; le second, condamné par l'Histoire à être un « *mort vivant* », mort au sens créatif et vivant au sens d'un simple marché pour les surproductions du Nord, en attendant une complète invasion des produits manufacturés des économies asiatiques les plus dynamiques. Le développement de ces économies d'Asie deviendra, lui-même, tôt ou tard, un mirage, suite au caractère fini de notre monde. D'ailleurs, depuis un mois, les autorités chinoises commencent à parler de la nécessité d'un « *développement harmonieux* ».

Au total et en situation, le candidat à l'émigration ne peut ni participer, à tort ou à raison, à l'aventure du capitalisme, ni revenir à sa société communautaire, ni imaginer une autre solution. Tout semble quadrillé. Ces contraintes qui s'exercent dans la vie quotidienne des populations marginalisées les poussent à chercher une solution dans la migration. Le Nord ne peut pas avoir « *le beurre et l'argent du beurre* ». Son ouverture à des flux migratoires, plus ou moins maîtrisés, lui permettra un répit dans le déclin de la domination internationale qu'il exerce⁸. Dans l'hypothèse contraire, de nombreuses régions du monde, notamment celles qui sont pauvres, fortement peuplées et pourvoyeuses d'émigrants connaîtront des rébellions radicales faute d'une issue concertée à leur situation.

Le travailleur immigré est devenu « la chamelle à lait » pour la communauté laissée au pays et pour les gouvernements.

Une « inter-fécondation » des cultures

L'aide au développement reste en volume et en pourcentage du PIB des pays riches en deçà des Objectifs du millénaire pour le développement⁹. De plus, l'aide n'a jamais fait le développement. Elle devient même une aubaine pour les élites et les experts de l'industrie du développement. De même, la réduction de la dette des pays les plus pauvres remet à zéro le même mécanisme qui la génère. Tout indique que le paradigme de base qui donne sens et direction à ce type de mesures est dans une crise profonde. Rien n'y fait. Le développement échoue, produit de la dette, de la misère et de la migration en ordre dispersé.

Ce constat de crise du paradigme est aussi dans les pays phares celui d'un modèle de société qui a fait disparaître l'homme au profit du marché et de la

technique¹⁰. Il n'y a pas que Dieu qui soit mort, l'homme aussi. Or, tout porte à croire que cette civilisation est à bout de souffle. Les mythes et les valeurs qui lui ont donné naissance dans le contexte de l'Europe des Lumières sont en décomposition. Le fait de vouloir à tout prix transformer le monde en marchandises détruit l'éthique, sa diversité culturelle et écologique. Et, en fin de compte, le transforme en un véritable dépotoir des déchets d'un organisme économique qui n'a plus pour but que sa propre reproduction au détriment des autres dimensions de l'existence humaine. Le marché ne pense pas ! La seule façon de s'en sortir est une révision critique du progrès tel qu'il a été institué depuis l'avènement du capitalisme¹¹.

Le fait de vouloir à tout prix transformer le monde en marchandises détruit l'éthique, sa diversité culturelle et écologique.

Ainsi, il devient urgent de contenir le marché et de le limiter dans son extension par la promotion d'une myriade d'économies plurielles, au Nord

et au Sud, intégrant les impératifs de la cohésion sociale et la durabilité des écosystèmes. Il s'agit en fait d'un projet de civilisation de la diversité féconde. Cette co-évolution résulterait d'une « inter-fécondation » des cultures et des savoir-faire en direction du respect et de la dignité de tout un chacun. Les institutions nécessaires à cette mutation trouveront racine dans des formes de gouvernance locale associant la pluralité des acteurs et mettant en lumière la qualité de vie des territoires.

Ces ajustements intégreraient la diversité et les spécificités de chaque site humain en mobilisant ses croyances partagées. En la matière, il n'y a pas de modèle unique pour tous mais une pluralité quasi infinie dans la manière de vivre en harmonie sociale et écologique avec chaque contrée de notre monde. L'humanité est une et diverse, l'oublier c'est rester prisonnier de nos connaissances d'antan devenues, aujourd'hui, des préjugés. C'est la fin du rationalisme délirant !

Hassan Zaoual

Note de référence

- 1 - Voir Foi et Développement n° 334, juin 2005 : *L'immigration mexicaine aux Etats-Unis – L'urgence d'une nouvelle approche de la communauté mondiale* par Mary Christine Morkovskiy.
- 2 - Cf. Foi et Développement n° 317, octobre 2003, *Le Maghreb, carrefour entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe - Vers un monde pluriel*, par Hassan Zaoual.
- 3 - Cf. *Le Figaro*, lundi 10 octobre p.5, *Le Maroc peine à contenir l'afflux de clandestins*.
- 4 - Cf. *Courrier international* n°778, p. 41, du 29 septembre au 5 octobre 2005 : *Maroc. De plus en plus d'enfants dans les « pateras »*.
- 5 - Cf. notre constat sur « Les entrepreneurs "informels" à l'assaut de la Nouvelle économie », le journal hebdomadaire *Le Reporter*, n°161, p 34, du 2 au 8 août 2001, Rabat, Maroc.
- 6 - Anomie : disparition des valeurs communes à un groupe.
- 7 - Entropie : fonction définissant l'état de désordre d'un système, croissante lorsque celui-ci évolue vers un autre état de désordre accru.
- 8 - Il nous est arrivé de dire lors d'une conférence - et de tomber d'accord avec plus de 1000 citoyens français, profil classe moyenne plutôt catholique - que les pays développés se verraient dans l'obligation d'accueillir de plus en plus d'immigrés en l'absence d'un changement concerté dans la résolution des problèmes de la planète. Ce qui veut dire, en clair, une réforme profonde des modes de production et de consommation dans les grands pays industrialisés dans le sens d'une économie non violente vis-à-vis de l'homme et de la nature. Cette alternative permettra aussi aux pays du Sud d'imaginer, de manière articulée, d'autres voies de civilisation plus conformes à leurs traditions et sans la contrainte d'une économie mondialisée prédatrice de ressources naturelles : celle des multinationales soutenues par tous les gouvernements du monde (Conférence sur Interculturalité et mondialisation, Aix-les Bains, 2-3 novembre 2002, association La terre du ciel).
- 9 - En septembre 2000, à New York, les 189 Etats membres de l'ONU se donnent comme objectif de réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté d'ici à 2015.
- 10 - Cf. notre récent article : « Homo economicus ou Homo situs ? Un choix de civilisation », Revue : *Finance and the Common Good* (Finance et Bien commun), Observatoire de la Finance, n°22, juillet- août 2005, Genève, Site : www.obsfin.ch
- 11 - Cf. Henry Panhuys, *La fin de l'occidentalisation du monde. De l'unique au multiple*, L'Harmattan, 2004.

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebreton depuis 1972 (10 n°/an) - ISSN 0339-0462 – Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

REDACTION : Directeur : Albert Longchamp - Secrétaire : François Bellec – Secrétariat : Christine Join-Lambert - Conseil de rédaction : Geneviève André, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Richard Werly.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre international Lebreton-IrfeD. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebreton – Virement sur compte Centre.L.-J. Lebreton - En France : CCP N° FR/10/ 20041/ 01012/ 3329712T033/ 50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

LE CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED :

Association de droit suisse, le Centre international Lebreton-IrfeD est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

CONSEIL D'ADMINISTRATION : Président : Y. Berthelot - Directeur : S. Regazzoni - Administrateurs : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J.-F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M.M'Baye, R.V. Mathias, R. Padrun, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F.M. Wolde.